



PRESSE INTERNATIONALE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (K.Marx)

Les mineurs espagnols ont marché sur Madrid



Los mineros

montrent le chemin aux travailleurs européens

Recommandations de la Commission



Une nouvelle étape de l'austérité permanente p.6

Grèce

*Lutte sans trêve
contre le gouvernement
de Samaras* p.8

Répression

*Lutter est un droit,
pas un crime* p.3

Crise en Grèce, au Portugal, en Espagne... :

la Belgique est complice !

Ce 21 juillet, le roi en personne, flanqué de ses ministres, s'est extasié devant la « solution » pour BHV. La semaine avant, ces ministres étaient orgueilleux d'avoir « trouvé » 78 millions pour mettre le budget en conformité avec « l'Europe ». « *Tous les ministres, de tous les partis, chantaient les louanges des réductions de charges.* »¹ Et entre-temps, la campagne pour les élections communales essaye de voiler ce qui importe vraiment pour les gens. En novembre prochain, 27 000 chômeurs vont perdre leurs allocations.² Et les cadeaux offerts aux patrons, en « réduction de charges », cachent mal que les faillites des petites entreprises s'accumulent plus que jamais : en six mois, elles ont provoqué 12 000 pertes d'emploi.³

Entre-temps, l'oligarchie financière, citée pudiquement dans la presse comme « les marchés », a confiance dans le gouvernement belge. Elle souscrit des emprunts belges à des taux négatifs, c'est-à-dire qu'elle paye pour placer son argent en lieu sûr en Belgique, comme elle le fait chez nos voisins : l'Allemagne, la France et les Pays-Bas. Notre pays fait effectivement partie du club sélect des pays du centre qui utilisent l'Union européenne et l'euro comme machine de guerre sociale pour exploiter les pays périphériques de l'Europe. C'est ainsi par exemple que notre ministre Reynders a rappelé récemment qu'« *Il faut que la Commission européenne et le Conseil (des ministres de l'Union) aient une capacité d'intervention dans les budgets nationaux.* »⁴

La bourgeoisie belge n'exploite donc pas seulement ses propres travailleurs,

mais aussi ceux des pays périphériques. Dernièrement, l'Espagne a rejoint la Grèce et le Portugal comme cible des attaques de cette oligarchie financière, et la Belgique y participe allègrement avec une contribution d'un milliard d'euros pour « sauver » les banques espagnoles, c'est-à-dire leur permettre d'honorer « leurs engagements » aux créanciers, en attendant que de nouvelles mesures d'austérité parviennent à spolier davantage encore le peuple espagnol pour payer cette « dette ». Le ministre belge des Finances s'en réjouit : « *Ce prêt sera remboursé. C'est de la responsabilité des contribuables espagnols. [...] Et le jour où le prêt sera remboursé, nous aurons touché des revenus d'intérêt.* »⁵ Cela fait partie du grand pillage à travers le mécanisme de la « dette ». L'Espagne paye pour seulement trois jours d'intérêts de la dette ce que les mineurs espagnols exigent comme subvention à l'industrie houillère pour toute une année.

Il est de bon ton de critiquer Angela Merkel pour sa mainmise sur les autres pays de l'Europe. Et l'arrivée de François Hollande à l'Élysée est parfois saluée comme une « ouverture » qui opposerait la « relance » à l'austérité berlinoise. Comme si une relance de l'économie capitaliste serait possible sans austérité pour les travailleurs. Lors d'une rencontre avec la chancelière allemande, en mars dernier, nos représentants syndicaux Anne Demelenne et Claude Rolin lui ont dit que « *l'austérité a montré ses limites et qu'elle compromet la relance* ». Et ils y ont ajouté, qu'Angela Merkel avait raison de « *prôner une rigueur extrême concernant le budget* ». ⁶

Mais qu'attendent donc les somnolents syndicaux pour organiser la riposte des travailleurs, pour unir les luttes qui ont lieu un peu partout dans notre pays ? En 2011, il y a eu 2,36 fois plus de grèves qu'en 2010, principalement contre le plan d'austérité du gouvernement.⁷ Qu'attendent-ils pour organiser la lutte, ensemble avec les travailleurs en France, pour la nationalisation des usines sidérurgiques qu'Arcelor Mittal veut fermer à Liège et en Lorraine ? Qu'attendent-ils pour se solidariser avec la marche des chômeurs sur Madrid ? Qu'attendent-ils pour organiser la solidarité avec *los mineros* espagnols, qui exigent aussi la nationalisation et mènent une lutte exemplaire.

Contre l'Europe du capital, notre force à nous, c'est la solidarité internationale des travailleurs, la lutte de notre classe dans la rue, dans les entreprises, partout dans les lieux de travail et d'étude. Dans cette lutte, *los mineros* sont l'avant-garde et montrent le chemin aux travailleurs européens.

**NON au remboursement de la dette créée par l'oligarchie belge !
Pas un euro pour les banques !
Vive la solidarité internationale des travailleurs !**

¹ Didier Reynders, après le conclave des ministres du 18 juillet. Le Soir, 19.07.2012

² Estimation du secrétaire général de l'interrégionale wallonne de la FGTB, Thierry Bodson, voir Le Soir, 07.07.2012. ³ Le Soir, 03.07.2012

⁴ Intervention devant le European American press club à Paris, 25.05.2012 ⁵ Le Soir, 11.06.2012

⁶ Le Soir, 30.03.2012 ⁷ Le Soir, 03.07.2012



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la révolution d'octobre

de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 23 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Lutter est un droit, pas un crime !

Ces derniers temps ne sont pas seulement marqués par l'approfondissement de la crise mais aussi par l'augmentation de la répression et des traits autoritaires du gouvernement.



Le gouvernement coupe dans les services sociaux, pas dans la répression

Pour le gouvernement, du tragique assassinat d'un travailleur de la Stib jusqu'à la provocation fasciste d'une militante de Sharia4Belgium à Molenbeek, tout fait farine au moulin pour focaliser le débat politique sur le thème sécuritaire et consolider le système policier. Le gouvernement, aidé des médias, agite le spectre de la burqa et de l'islamisme pour remuer les peurs, attiser les réflexes identitaires et faire ainsi accepter l'augmentation de l'appareil répressif. Pour faire face au « déficit structurel et préoccupant » des polices, le gouvernement a clôturé le budget 2012, mi-juillet, en annonçant le recrutement annuel de 1400 policiers dès 2013, auxquels viennent s'ajouter 500 recrutements exceptionnels.

Ces ambitions policières servent-elles les intérêts des travailleurs et de leurs enfants ? Dans les communes où le chômage, la pauvreté et l'exclusion sont grandes, comme à Molenbeek, les jeunes en particulier n'ont aucune confiance en la police locale, dont ils subissent les intimidations, les insultes et les commentaires racistes jour après jour. C'est bien là le fond de la mobilisation spontanée qui s'y est récemment produite et qui causa le déploiement offensif d'un dispositif policier qui justifie son gigantisme par les interventions qu'il produit lui-même.

Souvenons-nous du 17 juin, dans le métro Trône, où la police s'était soigneusement organisée pour lyncher des jeunes militants antifascistes de

la JOC et de la FGTB, rassemblés pour manifester leur opposition au jeu de « renforcement mutuel par la peur et la haine » auquel se livraient le Parti populaire et Sharia4Belgium. Pendant que coulait le sang de ces militants, les membres du groupe Nation se pavanaient sur une terrasse près de la Grand-place en exhibant fièrement leurs t-shirts du parti nazi... A l'inverse, lorsqu'il s'agit d'assurer l'ordre aux abords du défilé militaire et des tribunes officielles le jour de la fête nationale, le système policier sait cultiver son image « pacifique » d'aide à la population, applaudissant une armée qui fait la guerre en Afghanistan, en Libye et ailleurs.

Bien qu'il se maintienne grâce aux impôts que paient les travailleurs, l'ap-

« La liberté d'expression et la liberté d'association ne sont pas absolues. Des limitations peuvent être apportées lorsque cela est nécessaire dans une société démocratique pour protéger des intérêts légitimes essentiels et en particulier les droits des autres citoyens. » Citant cet extrait du projet de loi, un syndicaliste s'interroge : « On peut se demander si, dans des mains malveillantes, ce genre de texte n'ouvrirait pas la porte à la criminalisation de certaines formes d'action, syndicales notamment (Ex: bloquer un train... ou enfermer les membres du CA d'une entreprise...). »

pareil de l'État, très bien équipé, avec des policiers entraînés, une technologie moderne et un armement sophistiqué, est réservé à la bourgeoisie, aux patrons et à leur famille, aux politiciens et aux gouvernants. Aux riches, la sécurité ; aux pauvres, les humiliations, les coups, les assassinats.

Les ministres Milquet et Turtelboom ont récemment encore mis tout leur cœur à défendre un avant-projet de loi¹ visant à interdire « les groupements qui provoquent la haine ou la violence » et « dont la dangerosité pour la démocratie et l'Etat de droit est déjà avérée ». Parmi les critères pour juger tel certaines organisations,

apparaît... « le terrorisme », dont la nouvelle législation, on s'en souvient, coûta à Bahar Kimyongur plus de 10 ans de procédures et des mois de prison sur la simple accusation d'avoir traduit des documents d'une organisation politique d'extrême gauche, le DHKC-P, classifiée comme terroriste. Dans l'avant-projet de loi, la définition de ces groupements est tellement générale qu'elle confère à la ministre un pouvoir très étendu avec, à la clé, de nouvelles limitations des droits démocratiques et de nouvelles attaques aux organisations et aux militants de gauche. De fait, ces libertés démocratiques ne sont jamais absolues mais limitées à la mise en question du système capitaliste. De même à travers la manipulation des moyens de communication et la promotion du « savoir-être » des élèves, visant à approfondir l'inculcation des valeurs de propriété

privée et des manières de penser permettant une intégration harmonieuse à l'ordre social, tout est fait pour défendre l'idéologie de la classe dominante et son usage du monopole de la violence contre la classe ouvrière.

Aux travailleurs de défendre leur lutte et leurs combattants

Le gouvernement utilise toutes les armes de l'État pour freiner la révolte des travailleurs et des jeunes contre les plans d'ajustement et criminaliser les mouvements sociaux. La répression exemplaire dans le métro Trône démontre qu'il est disposé à tout pour garantir les bénéfices des banquiers et des multinationales. Les mouvements sociaux doivent s'étendre, se fortifier et s'unir pour vaincre, en dépit des menaces. En parallèle, la solidarité de l'ensemble de la classe est indispensable pour soutenir les travailleurs et les jeunes poursuivis ainsi que pour défendre les piquets de grève et les manifestations, des interventions de la police.

¹ Avant-projet de loi modifiant la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées

Solidarité avec les mineurs du charbon en Asturies

Voici quelques extraits d'une déclaration de soutien aux mineurs, de Corriente Roja, la section espagnole de la LIT-QI. Vous pouvez lire le texte complet sur notre site.

On sauve les banquiers et on licencie les mineurs ! C'est une honte !

Les mineurs de tout l'Etat espagnol sont en guerre, et avec eux, les habitants des districts miniers, qui sont acculés à la pauvreté après la décision du gouvernement [...] d'accélérer la fin de l'exploitation minière en diminuant cette année, de 63 % en moyenne, les subventions au fonctionnement, ce qui forcera la fermeture anticipée de puits suite à l'incapacité de maintenir une activité viable. [...]

Depuis près de 30 ans, les gouvernements (du PSOE et du PP) ont appelé « reconversion industrielle » ce qui n'a été rien d'autre que la destruction pure et simple de l'activité industrielle et de l'emploi. Le déclin des villes minières a été permanent et le chômage continue de faire rage. La décision du gouvernement Rajoy touche actuellement plus de 30 000 familles.

Un poker menteur

Ils mentent à propos de la nature de cette crise, à propos des responsables, et à propos de la solution à la crise.

On veut nous faire croire que nous, les travailleurs, nous sommes les responsables du déficit budgétaire de plusieurs millions. Et toutes sortes de coupes sociales, des fermetures de mines et tout ce qu'il faut, se justifient au nom de la lutte contre ce déficit. Il n'y a pas d'argent pour l'éducation, pas d'argent pour la santé publique, pas d'argent pour le logement ou la création d'emplois, pas d'argent pour l'exploitation minière, mais il y a tout l'argent nécessaire quand il s'agit de secourir des banquiers milliardaires. On ne dispose pas, cette année, de 200 millions d'euros pour subventionner la production houillère, mais il n'y a aucun problème pour donner 23,5 milliards d'euros à Bankia. Le maintien de la production de charbon représente 0,8 % de la dernière

prestation fournie directement à Bankia. **Ce que l'on paye pour seulement trois jours d'intérêts de la dette publique immorale et illégitime aux banquiers allemands, français et espagnols, suffit pour subventionner pendant toute une année la production du charbon.**

Ils mentent concernant le déficit lui-même de l'exploitation minière. Le charbon national reçoit en moyenne de l'Etat une rétribution de 1,82 cents par kilowatt, alors que l'énergie éolienne obtient 4,29 cents, l'hydraulique 4,38 cents, les centrales de cogénération 5,12 cents, l'utilisation de la biomasse 7,07 cents, les technologies qui utilisent les déchets 9,03 cents et l'énergie solaire pas moins que 42,86 cents. Nous sommes confrontés à un énorme mensonge au sujet du déficit et de la politique énergétique.

A l'heure actuelle, le secteur de l'électricité en Espagne est contrôlé par six grandes entreprises : Iberdrola, Endesa, Gas Natural, Union Fenosa, EnelViesgo et Hidrocarbón. Elles sont dans les mains des banquiers et des fonds d'investissement étrangers (nord-américains, italiens, français...) et sont les grandes bénéficiaires des aides de l'Etat, engloutissant un déficit tarifaire de 24 milliards d'euros.

Les comptes honteux des administrations publiques ne tiennent pas debout. La subvention au charbon représente une somme dérisoire par rapport à l'aide massive aux banques. Il faut ajouter à cela que la perte de 10 000 emplois directs dans le secteur aura comme conséquence une perte de revenus pour les fonds publics de 225 millions d'euros par an, en concept d'impôt des personnes et de contributions à la sécurité sociale, sans compter quelque 120 millions d'euros de TVA sur la vente de la production. On en vient

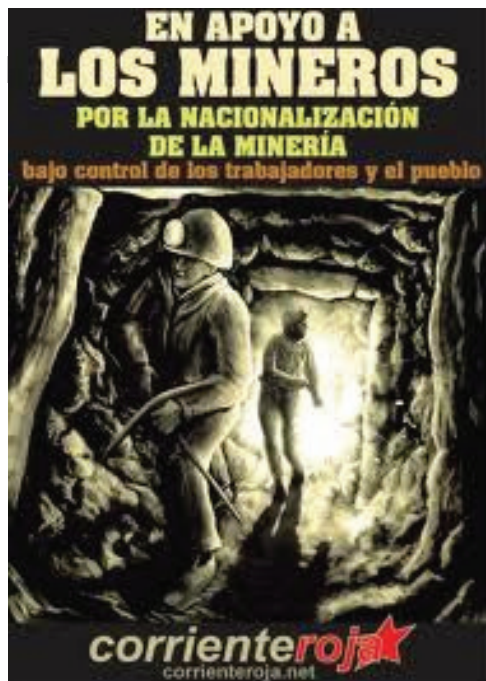
à se poser la question : au service de qui sont établies les comptes du gouvernement ? Et la réponse est sans équivoque : au service des banquiers, des multinationales de l'énergie et du gouvernement de la Troïka qui est en train de transformer le pays en une friche pleine de chômeurs et de misère, en une seconde Grèce en Europe.

Nationalisation !

[...] **Il faut libérer immédiatement les subsides à l'extraction du charbon et nationaliser le secteur minier sous contrôle des organisations des travailleurs et du peuple**, car c'est la seule façon d'assurer la production et l'emploi et d'éviter qu'une grande partie de la subvention à l'industrie houillère passe en mains des entrepreneurs privés, qui par la suite font appel à la sous-traitance et exploitent horriblement les mineurs. [...]

Il faut exiger la mise en œuvre d'un **plan d'industrialisation et de travaux publics et sociaux** qui crée de l'emploi dans les bassins miniers. Il n'y a pas d'argent pour cela ? Bien sûr qu'il y en a, si on ne donne plus un euro aux banquiers et si on arrête de payer la dette immorale et illégale, afin de réserver ces ressources pour mettre en place le seul plan de sauvetage dont on a besoin, **un plan de sauvetage des travailleurs et du peuple.** [...]

Finalement, il faut dénoncer encore et encore les interventions honteuses de la police et de la garde civile, soucieuses de faire taire cette juste lutte à coups de matraques, de balles en caoutchouc et d'irruptions sauvages dans les villages. Nous exigeons le non-lieu et la libération immédiate pour tous les détenus et nous réaffirmons que tous les incidents qui peuvent survenir sont de la responsabilité de ce gouvernement des banquiers et des riches.



Un plan d'ajustements sauvage et un pays sous intervention en faveur des banques

Pendant que les mineurs et les travailleurs de Madrid manifestaient, Rajoy annonçait de nouvelles mesures sauvages de guerre sociale, le plus grand plan d'ajustements connu jusqu'à ce jour : augmentation générale de la TVA et d'autres impôts indirects, suppression de la prime de Noël ainsi que d'autres attaques sur les salaires et l'emploi public, réduction des allocations familiales et de chômage, renforcement des restrictions à l'aide aux personnes moins valides (ley de dependencia), nouvelles restrictions pour les Régions, diminution des cotisations patronales à la sécurité sociale, etc. [...]

La prise de contrôle du système bancaire espagnol par la BCE (ou, ce qui revient au même, par la Bundesbank allemande) et les mesures d'ajustement

NON au paquet de mesures d'austérité de Rajoy !

Voici quelques extraits d'un commentaire de Corriente Roja (texte complet sur notre site)

de Rajoy ne diffèrent en rien des mesures que la Troïka a imposées au Portugal et à la Grèce, ces deux dernières années. [...]

Les mesures [...] visent à assurer que les banques européennes récupèrent leurs créances des banques espagnoles, et que les banquiers européens et espagnols récupèrent de l'Etat la dette publique qu'ils ont dans leurs portefeuilles et dont ils sont les principaux responsables. [...]

Les « marchés » – c.-à-d. les grandes banques et les fonds spéculatifs, ainsi que la BCE elle-même, encouragée par le gouvernement allemand – ont déjà fait savoir, deux jours après l'annonce de Rajoy, qu'ils ne réduiront pas la « prime de risque » et qu'ils ne sont pas satisfaits. [...]

Après la Marche Noire : organiser la grève générale ! Unifier les mineurs, les fonctionnaires et toutes les luttes, maintenant !

La lutte héroïque des hommes et femmes dans les mines, avec la grève illimitée, l'occupation des puits, la résistance dans les bassins, la Marche Noire et sa réception impressionnante à Madrid, tout cela est devenu un exemple et une référence centrale de la classe ouvrière dans toute l'Espagne, sous le slogan : « **La lutte du mineur, la fierté du travailleur !** » [...]

La percée de la Marche Noire et la réponse aux mesures brutales du gouvernement nous obligent à prendre de

nouvelles initiatives. Tout en maintenant vive la flamme de la solidarité avec les mineurs, tout en entourant de solidarité toutes les luttes, en particulier celle des fonctionnaires, sauvagement agressés par le gouvernement, nous devons travailler avec détermination pour organiser une nouvelle grève générale qui nous permet de répondre, tous ensemble, à partir des puits des mines, des bureaux des fonctionnaires, des usines, des universités et des écoles, des quartiers et des villes, aux plans de guerre sociale du gouvernement et de la Troïka. [...]

Il faut une grève générale qui ne soit pas simplement une grève de protestation sans lendemain. Cette grève doit être contrôlée démocratiquement par la base, avec des assemblées générales qui décident des revendications, de sa durée et du déroulement de la lutte. Elle doit inclure, parmi ses exigences, les revendications des mineurs, l'arrêt de la répression policière, le retrait des attaques contre les fonctionnaires et les chômeurs, le retrait de tout le paquet de mesures de Rajoy, l'abrogation de la réforme du travail et des pensions. Ni un euro à la banque ! Suspension immédiate du paiement de la dette publique envers les banquiers et les spéculateurs ! A bas le gouvernement de Rajoy, à bas la Troïka ! [...]

Comité exécutif de *Corriente Roja*
15/07/2012

En Belgique aussi, la solidarité avec « los mineros » s'est manifestée.

Une manifestation a fait écho à la mobilisation du 19 juillet en Espagne. Différentes organisations ont aussi manifesté leur soutien dans une déclaration que vous pouvez lire sur notre site et dont voici des extraits.

En Belgique, nous avons organisé le 13 juin dernier, une manifestation unitaire de solidarité avec le peuple grec, lui aussi sous le feu de violentes attaques d'austérité.

Aujourd'hui, nous exprimons également notre pleine solidarité avec la dure lutte menée par les mineurs espagnols. Nous soutenons leurs revendications pour la fin de la répression et la libération de tous les activistes arrêtés lors des actions, ainsi que pour la nationalisation des bassins miniers afin de garantir le maintien de l'emploi. [...]

La lutte exemplaire des mineurs donne de la force à l'ensemble des travailleurs européens contre les plans d'austérité. Une victoire des mineurs serait une victoire sur l'Europe du capital !

Premiers signataires :

Ander Europa, CEPRé, CADTM Belgique, Comités Action Europe, Egalité, Ligue Communiste Révolutionnaire/Socialistische Arbeiderspartij (LCR-SAP), Ligue Communiste des Travailleurs (LCT), Parti communiste, Partito della Rifondazione Comunista - Federazione della Sinistra Belgio, Philippe Dubois - Secrétaire permanent CGSP Cheminots Bruxelles, Vlaams-Socialistische Beweging (V-SB)

Les 7 recommandations de la Commission européenne

Inscrire l'austérité dans la continuité

À la mi-juillet, les ministres belges étaient à nouveau réunis en « conclave budgétaire », pour trouver 78 milliards d'économies supplémentaires, avant de prendre leurs vacances. Depuis que le plan d'austérité a été décidé fin 2011, lors de la formation du gouvernement Di Rupo, ils n'arrêtent pas de recomposer le budget (et de recouper dans les allocations sociales !) toujours pour répondre aux « exigences de l'Europe ».

Le 31 mai 2012, la Commission européenne a transmis au gouvernement ses recommandations au sujet du programme national de réformes de la Belgique pour 2012 et plus largement sur le programme de stabilité pour la période 2012-2015. Ces recommandations font partie des mécanismes mis en place par l'Union européenne, dans le cadre du « semestre européen ». C'est-à-dire que deux fois par an, la Commission européenne révisé les budgets des 27 pays de l'Union et définit s'ils suivent bien les plans d'austérité imposés, rebaptisés depuis peu par François en « plans de relance ». Dans ce cadre là, analysons brièvement les dernières recommandations à la Belgique¹.



1. Continuer les efforts pour réduire le déficit fiscal

La première d'entre elles est de continuer à réduire régulièrement les dépenses de l'Etat, en diminuant les allocations sociales et de chômage, les services sociaux, le financement des entreprises publiques, et cela dans un plan à long terme, jusque 2020 ou plus, selon la réaction des marchés, dans une spirale d'austérité permanente...

Face au déficit des budgets, pourquoi ne pas penser à augmenter les recettes, au lieu de réduire les dépenses ? **Aller chercher l'argent là où il est, dans les banques et chez les actionnaires des grandes entreprises multinationales.** La Belgique étant actuellement un paradis fiscal pour les entreprises, on pourrait supprimer les intérêts notionnels, activer des mesures de taxation sur le capital, appliquer des impôts progressifs sur les grandes fortunes et ainsi équilibrer le budget.

Nous ne devons plus prendre en charge la dette des banques qui font ce que bon leur semble, en spéculant systématiquement avec l'argent des contribuables, en prêtant aux pays en difficulté à des taux scandaleux, sans parler d'autres scandales financiers

encore... De plus, un audit de la dette pourrait démontrer l'illégitimité de la dette et de son remboursement.

2. Maîtriser les dépenses liées au vieillissement

Dans ce cadre, le gouvernement a déjà lancé la réforme du système des pensions et des prépensions, en augmentant l'âge légal de départ à la retraite (exiger des travailleurs de rester plus d'années disponibles sur le marché du travail, sans bénéficier de leur pension) et en diminuant les montants des retraites, pour déboursier moins. Ainsi l'Etat veut éviter de payer la dette aux travailleurs. Dans les recommandations, il est même suggéré de lier l'âge légal du départ à la retraite à l'espérance de vie.

Face à cela, un seul chemin : la défense du système des pré-pensions et de l'âge de la pension, et la création de milliers d'emplois pour laisser les vieux à leur retraite et donner du plein emploi aux jeunes ; voilà les solutions du monde du travail pour affronter la crise.

3. Augmenter le capital des banques les plus faibles

Donc, encore et toujours sauver le capital financier de leurs investissements spéculatifs en reprenant leurs dettes au compte de l'Etat (c'est-à-dire, nous !) au lieu de renflouer la sécurité sociale avec l'argent des intérêts de la dette, ainsi que les dépenses sociales de l'enseignement, la santé, les services publics, les salaires...

4. Travailler sur une réforme des mécanismes de négociation salariale et d'indexation des salaires

C'est la recommandation la plus dangereuse pour le monde du travail. Le mécanisme d'indexation automatique des salaires permet aux travailleurs de garder une certaine stabilité salariale face au coût de la vie. Le réformer c'est diviser et affaiblir les travailleurs. Plusieurs pistes sont déjà en discussion comme le fait de soustraire le prix de l'énergie du calcul, ce qui revient à vider l'index des postes les plus importants pour les ménages, comme il avait été fait avec l'index santé. Et nous payons encore le *saut d'index*, pratiqué dans les années '80, qui signifie une perte de salaire accumulée

depuis lors, ainsi que le lissage de l'index, qui reporte l'indexation dans le temps. Une autre piste propose même que l'indexation ne soit plus automatique, mais négocié par secteur entre le patronat et le syndicat. La Commission relève qu'elle avait déjà mentionné ce point précédemment mais qu'il n'avait pas été appliqué. « *Discuter sectoriellement, c'est purement et simplement casser notre système d'indexation des salaires !* » répond J.Rolin, le secrétaire général de la CSC.

Pour empêcher une chute brutale et généralisée du niveau de vie, il n'y a pas d'autre « piste » que la défense d'une indexation automatique des salaires qui reflète exactement l'évolution du coût de la vie des travailleurs.

5. Transférer la charge fiscale du travail vers la consommation et l'énergie

Avec l'argument d'augmenter la compétitivité et de favoriser les exportations belges, cette recommandation propose de soulager les patrons des charges sociales qu'ils doivent payer pour chaque travailleur et de les remplacer par d'autres recettes (augmentation de la TVA, impôt sur l'énergie ou sur les nuisances à l'environnement).

Cela revient à faire payer les charges patronales par l'ensemble de la population, sous prétexte de favoriser les embauches. Mais aucun patron n'est obligé d'embaucher. Au contraire, ils licencient à tour de bras et le chômage ne fait qu'augmenter.

Nous disons : pas de cadeaux fiscaux aux patrons, qui doivent continuer à payer pour la sécurité sociale.

6. Stimuler la concurrence dans la vente au détail ainsi que dans les domaines du transport de l'énergie, des télécoms et des services postaux

On suppose que la libre concurrence devrait faire baisser les prix pour les citoyens. L'exemple d'Electrabel montre qu'il n'en est rien. En dépit de la « libéralisation du marché » nous payons toujours l'électricité à des prix exorbitants. D'autre part, il s'agit surtout d'« ouvrir à la concurrence » les secteurs clef de l'économie encore gérés par les grandes entreprises publiques, c'est-à-dire d'accélérer les processus de privatisations. La « libéralisation » de La Poste nous montre

ce que cela représente pour les travailleurs - postiers et usagers - et la « restructuration » de l'ensemble de la SNCB prépare aussi le chemin vers la privatisation, où le mot « service » est remplacé par « bénéfice » (pour les capitalistes !). D'autre part, la mention de la « vente au détail » cache mal le projet d'augmenter l'exploitation des travailleurs dans les PME, par une plus grande flexibilité d'horaires, la nécessité de faire appel au travail peu rémunéré de sans-papiers, etc.

Nous disons : non à l'« ouverture à la concurrence » des grands monopoles de services publics, qui assurent des services pour toute la population.

7. Mieux lutter contre les gaz à effet de serre

Il s'agit surtout de faire de pieuses recommandations aux citoyens, sans toucher aux intérêts de Mittal et autres grands patrons.

* * *

Quand l'UE le dit, il faut s'y soumettre immédiatement

Les recommandations de la Commission sont-elles obligatoires ou seulement facultatives ? Officiellement, les mesures sont indicatives, mais la Commission a récemment prévu des amendes financières pour les récalcitrants. Cela permet aux gouvernements de se cacher derrière « l'Europe » pour appliquer les mesures.

D'autre part, les budgets nationaux sont analysés en premier lieu par la Commission, et les recommandations de celle-ci intégrées au budget avant

de passer en discussion au Parlement national, invité à les entériner. Ces mécanismes de contrôle de l'UE signifient une réelle perte de souveraineté, surtout pour les Etats périphériques de l'Europe.

La Belgique n'en est pas victime. Le gouvernement utilise le masque de l'UE pour appliquer son programme, vu qu'il est complètement identifié aux diktats de l'Europe et veut en être son plus fidèle élève.

Non à l'Europe du Capital !

Par l'imposition de plans d'austérité dans toute l'Europe, la machine de guerre sociale contre les peuples est en marche. Les premières victimes en sont les peuples des pays périphériques de l'Union européenne, mais en Belgique aussi ces plans touchent de plus en plus de précarisés, en commençant par les plus faibles et les moins organisés. Pendant ce temps, les banques et les grosses entreprises voient leurs charges fiscales encore plus allégées et leurs dettes prises en charge par les Etats ! Face à l'Europe du Capital, les travailleurs et les peuples en Grèce, au Portugal, en Espagne, disent NON. Les gens sortent dans la rue pour **refuser les plans d'austérité** de l'Union européenne ; soyons solidaires avec eux et ici aussi, disons NON à ces mêmes mesures d'austérité, qui tôt ou tard nous affectent tous.

¹ http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/nd/csr2012_belgium_fr.pdf



Lutte sans trêve contre le gouvernement de Samaras ! A bas la Troïka ! Pour l'annulation du Mémorandum et la suspension immédiate du paiement de la dette

La situation politique en Grèce a attiré l'attention du monde pendant des semaines. Le résultat des élections législatives, décisif pour la formation du gouvernement, a tenu en haleine toutes les puissances impérialistes, en particulier les forces conservatrices et réactionnaires de l'Europe du capital.

Le peuple grec est allé aux urnes dans une situation politique tendue, l'économie du pays étant ravagée par l'action du gouvernement qui applique les plans de la sinistre Troïka (le FMI, la Banque centrale européenne et la Commission européenne),

Les élections ont donné de justesse la victoire à la droite conservatrice, favorable à la Troïka et l'Union européenne et représentée surtout par *Nouvelle Démocratie* (ND). Avec 29,7 % des voix, ce parti a remporté 129 sièges au parlement grâce à une disposition absolument antidémocratique qui donne un bonus de 50 sièges au parti le plus voté. Sans cette astuce, ND n'aurait pas réussi à former un gouvernement.

SYRIZA, un large front d'organisations réformistes, a obtenu la deuxième place avec 26,9 % des voix et 71 sièges. *PASOK*, l'autre parti traditionnel obséquieux à la Troïka, a obtenu 12,3 % et 33 sièges.

La coalition *Grecs Indépendants* a obtenu 7,5 % (20 sièges), *Aube Dorée* (fasciste) 6,9 % (18 sièges) et *Gauche Démocratique* 6,2 % (17 sièges). Le *Parti communiste* (KKE) a dû se contenter de 4,5 % (12 sièges), alors qu'il avait atteint 8,4 % dans les élections de mai.

Un gouvernement faible et illégitime

Le conservateur Antonis Samaras (ND) s'est empressé de se conformer aux exigences de la Troïka et a formé un nouveau gouvernement qui sera soutenu au parlement par les socialistes du *PASOK* et *Gauche Démocratique*. Le pouvoir exécutif comprend des membres de ND, ainsi que des technocrates, dont Vasilis Rapanos, directeur



de la première banque de Grèce, comme ministre des Finances.

En réalité, le gouvernement de droite qui se dégage des élections du 17 juin en Grèce est un gouvernement imposé par les impérialismes, en particulier l'allemand et le français, contre la volonté de la majorité de la population grecque.

L'ensemble du processus électoral fut marqué par le chantage et la pression de l'impérialisme européen, avec une campagne de terreur pour que les partis qui prônent la poursuite du pillage et de la massacre des travailleurs gagnent l'élection.

Le comble de l'attaque contre la souveraineté du pays fut la couverture de l'édition allemande du *Financial Times*, appelant à voter pour ND comme la dernière chance du pays pour rester dans la zone euro.

La presse grecque a essayé de relayer les déclarations des dirigeants du gouvernement allemand et de l'UE, offrant au peuple grec seulement deux options : le Mémorandum ou l'hyperinflation. En dépit de cela, le résultat de l'élection a laissé les partis préconisant la mise en œuvre du Mémorandum en minorité. Six électeurs sur dix ont voté pour des partis qui disaient NON au Mémorandum et environ 40 % des

A la veille des élections, Syriza mobilisait beaucoup de gens sous la bannière du NON au Mémorandum.

électeurs n'ont pas voté, dans un pays où le vote est obligatoire.

Mais la fraude d'un régime qui est incapable d'exprimer la volonté de la majorité de la population s'est également manifestée dans la formation du gouvernement. *Gauche Démocratique*, qui a fait campagne contre la mise en œuvre du Mémorandum, est entré dans un gouvernement dont la tâche est d'imposer le Mémorandum et davantage de sacrifices à la population.

Ce gouvernement est un gouvernement faible. Il n'a pas obtenu une majorité parlementaire de son propre chef et il doit marcher sur la corde raide dans une situation politique où le peuple grec poursuit les luttes de résistance contre le pillage du pays. L'ensemble des partis défenseurs de la guerre sociale contre la Grèce ont obtenu à peine plus de 40 %. Le peuple a rejeté majoritairement ces partis et leur politique de faim et de soumission. C'est dans ces conditions que le gouvernement Samaras devra promouvoir les coupes et les ajustements exigés sans concessions par Merkel et la Troïka.



Le gouvernement de ND, PASOK et *Gauche Démocratique* est un gouvernement illégitime, imposé par la Troïka, qui ne bénéficie pas du soutien de la majorité de la population. Les travailleurs grecs ne peuvent donner ni un jour de trêve à ce gouvernement et doivent descendre dans la rue et préparer la résistance, construire leurs organisations dans leurs lieux de travail, et préparer le combat contre les lois que le parlement grec doit maintenant voter pour mettre en œuvre les mesures imposées par le Mémorandum pour renflouer les banques.

Les limites de SYRIZA

Mais malheureusement, le principal dirigeant de SYRIZA, Alex Tsipras, marche dans la direction opposée. Il propose une politique de « paix sociale » avec un gouvernement qui a déclaré la guerre aux travailleurs. Interrogé sur la stratégie après les élections, au lendemain de celles-ci, Tsipras a déclaré que « SYRIZA n'appelle pas ses partisans à descendre dans la rue pour protester contre les mesures d'austérité ». Il a dit que « la solidarité et la résistance sont importantes, mais maintenant, c'est la solidarité qui est le plus important, » et il a poursuivi en disant que « notre rôle est d'être à l'intérieur et à l'extérieur du parlement, en applaudissant la

Les métallos des aciéries *Hellenic Halyvourgia* à Aspropyrgos, dans la banlieue d'Athènes mènent un combat exemplaire. Après 264 jours de grève, le vendredi 20 juillet, vers 5 heures du matin, la police anti-émeute grecque a brisé leurs piquets. Leur lutte dure depuis 9 mois maintenant, et a créé des élans de solidarité internationale. Les grévistes présents à l'usine ont été tabassés et arrêtés au QG de la police, où ils sont toujours en détention. Il semble qu'ils vont être jugés dans une procédure sommaire pour flagrants délits. A 17h30 du même jour, un rassemblement de solidarité a été organisé à Aspropyrgos, par les partis politiques et les syndicats.

Vous pouvez soutenir les grévistes, en envoyant un mail au ministre grec du Travail, M. Vroutsis (vroutsis@ivroutsis.gr), avec copie à son ministère (info@ypakp.gr).

*moindre chose positive et en condamnant tout ce qui est négatif, et en proposant des alternatives ».*¹

Qu'est-ce que cela veut dire que la « solidarité » est plus importante que la résistance ? Le dirigeant de SYRIZA lui-même l'explique quand il dit qu'il mettra l'accent sur la lutte pour « créer un bouclier protecteur pour ceux qui sont marginalisés. » C'est-à-dire que les travailleurs, au lieu de résister par leur lutte aux mesures imposées par l'UE, devraient se contenter de lutter pour des mesures de « solidarité » pour compenser la destruction du pays et leur misère. Au lieu de résister, il faudrait créer un « bouclier de protection », des aumônes et de la résignation face à la destruction du pays.

Qui plus est, quand il dit « d'applaudir » les mesures positives du gouvernement, SYRIZA jette à la poubelle les votes qu'il a reçus de travailleurs, qui ont dit NON au Mémorandum.

Il n'y aura aucune mesure positive d'un gouvernement imposé aux travailleurs par la Troïka, un gouvernement dont la seule fonction est d'appliquer les mesures exigées par l'impérialisme.

La seule façon de sauver les travailleurs, et non les banques et le capital financier, est d'établir une opposition frontale contre ce gouvernement, de le dénoncer dès le premier jour, en s'appuyant sur la grande confiance déposée dans les urnes par les travailleurs et sur la résistance dans la rue, dans les quartiers et sur les lieux de travail.

Soutenir toute mesure positive de ce gouvernement et critiquer ce qui est mauvais, c'est une formule honteuse de soutien au gouvernement qui essaiera de tromper les travailleurs en disant qu'il va renégocier le Mémorandum, alors qu'en fait, il s'agit de gagner du temps pour continuer le plan de privatisations, de licenciements et de coupes dans le budget.

Toutes les conditions sont là pour vaincre l'application des plans impérialistes. Le gouvernement manque de légitimité pour imposer les plans, la crise du régime politique peut durer si les travailleurs continuent leur résistance et leur mobilisation.

Mais il semble que SYRIZA veut avancer en sens contraire : aider à remettre en selle un système en crise et sans aucune chance de mettre en œuvre les mesures imposées par l'impérialisme pour le peuple grec.

Du NON au Mémorandum à la négociation

Avant les élections, nous avons défendu la formation d'un front de gauche autour de SYRIZA, avec comme centre le NON au Mémorandum, et pour que ce front appelle à la mobilisation des travailleurs et à la solidarité des travailleurs de l'Europe pour faire face à la bourgeoisie grecque et européenne. Avec toutefois une alerte :

« La gauche grecque est à la croisée des chemins : soit la Grèce est expulsée de l'euro – si Syriza ne cède pas sur le Mémorandum ou le fait de manière insuffisante par rapport aux exigences allemandes – soit l'agonie du peuple grec durera encore pour une période plus longue – si Syriza cède "pour ne pas être expulsée de l'euro". Accepter la deuxième option revient à miser sur la condamnation du peuple grec à la misère et serait un suicide politique pour Syriza. De plus, ceci permettrait un renforcement du référent fasciste, dans les mains duquel resterait le drapeau de la rupture avec l'euro et l'UE. »

Entre-temps, la rapidité des événements et la politique de l'impérialisme ont placé SYRIZA devant un dilemme, avant même la possibilité de remporter l'élection. La contradiction entre la suspension immédiate du Mémorandum et les déclarations répétées des dirigeants de SYRIZA qu'ils lutteraient pour rester dans la zone euro à tout

prix – en négociant avec l'impérialisme alors que celui-ci déclarait qu'il n'y aurait pas de négociations – ont anticipé la nécessité que SYRIZA développe son programme, donnant une alternative possible à la sortie de la Grèce de l'euro.

Les cinq points présentés pour la campagne électorale n'ont pas répondu à la question fondamentale qui a polarisé l'élection : ce qu'il faut faire face à une possible sortie de l'euro.

Pendant la campagne électorale, toutes les voix impérialistes, de Merkel à Obama, jugeaient inacceptable le premier point du programme : 1) *l'abolition du Mémorandum et de toutes les mesures d'austérité et de contre-réforme des lois du travail qui sont en train de détruire le pays.* Et ils disaient : soit le Mémorandum, soit l'expulsion de l'euro.

Parallèlement à la menace d'expulsion, la campagne médiatique de la bourgeoisie impérialiste et grecque affirmait que, hors de l'euro, la Grèce serait soumise au blocage, c'est-à-dire la rétention de tous les dépôts bancaires, qu'il y aurait hyper-inflation, que l'Etat n'aurait pas de ressources pour payer les fonctionnaires sans les quotas du « sauvetage ».

Face à la menace d'expulsion de la zone euro, les dirigeants de SYRIZA ont répondu qu'ils étaient les plus ardens défenseurs de la permanence de la Grèce dans la zone euro.

En réponse à une question d'un journaliste, pour savoir si son parti défendait la sortie de la Grèce de l'euro, le responsable de la politique européenne de SYRIZA, Yannis Bournus, déclara : *« Cela fait partie d'une campagne sans précédent de dénigrement contre SYRIZA [...]. Tant notre programme que les interventions publiques de nos dirigeants disent clairement que l'objectif politique de SYRIZA n'est pas pousser la Grèce hors de l'euro. »* Par la suite, Bournus affirma que la sortie de la Grèce de la zone euro serait *« un désastre, non seulement pour le peuple grec, mais aussi pour les créanciers étrangers »*. C'est-à-dire que SYRIZA n'envisage pas d'arrêter de payer la dette et se limite à



En novembre dernier, Didier Reynders, alors ministre des Finances, discute le « sauvetage » des banques grecques avec ses homologues français et grec. Quelque mois avant, il avait déjà déclaré : « On aide la Grèce tout comme on a aidé les banques. » « Si on n'intervient pas, on fera perdre de l'argent aux investisseurs. »

(La Libre 11/05/2010 - Le Soir 17/06/2011)

discuter de ce qu'il considère comme la partie illégitime la dette.

Face à des menaces d'expulsion de l'Euro, SYRIZA n'a pas répondu au chantage de l'hyper-inflation, alors que le cas pourrait être résolu par l'expropriation des banques, la nationalisation des multinationales et le décret du contrôle de la monnaie et du commerce extérieur par le gouvernement. Si le refus de se conformer au Mémorandum qui impose le chaos dans la vie de la classe ouvrière, aboutirait à l'expulsion de l'euro, ce serait alors la bourgeoisie et ses propriétés et ses profits qui seraient attaqués par le nouveau gouvernement.

L'impérialisme allemand affirmait catégoriquement que le non-respect du Mémorandum signifie la sortie de l'euro, et certains électeurs potentiels de SYRIZA ont conclu que, si la sortie de l'euro se traduit par un désastre pour le peuple grec, il était préférable de voter pour ND qui défendait la révision du Mémorandum et la permanence dans la zone euro.

La rapidité des événements et les situations révolutionnaires comme celles de la Grèce transforment les mois en jours. SYRIZA avait deux options claires en cas de victoire aux élections : le maintien de la résiliation unilatérale du Mémorandum ou la négociation des mesures pour rester dans

la zone euro. L'impérialisme a anticipé le débat et a exigé une réponse catégorique. SYRIZA n'a pas mené la rupture unilatérale du Mémoire jusqu'au dernières conséquences, car cela signifiait le changement de son programme et la confiance dans la mobilisation des travailleurs pour prendre des mesures contre le capital financier. Il fallait alors affirmer que le chaos, c'est le chômage, le manque de santé publique et la misère qui s'est abattue sur le peuple, il fallait affirmer que ce serait les capitalistes, et pas les travailleurs, qui paieraient le prix pour sortir de la zone euro.

Voilà pourquoi le programme d'urgence présenté lors des élections n'était pas à la hauteur de la polarisation politique générée par la pression de l'impérialisme. Il fallait réaffirmer la suspension immédiate des paiements de la dette, l'expropriation des banques sans aucune compensation, l'expropriation des entreprises stratégiques et la réduction de la journée de travail afin de garantir l'emploi pour tous les travailleurs sans emploi, le monopole du commerce extérieur.

Le problème central de SYRIZA, en plus de ce programme réformiste, était d'avoir opté pour une voie purement électorale et de ne pas avoir appelé à la mobilisation de masse pour vaincre l'impérialisme et les conservateurs grecs. Pour SYRIZA, en tant que direction réformiste, les élections étaient le centre de tout, alors que c'est un terrain contrôlé par le capital. La bourgeoisie a lancé une intense campagne de terreur contre le vote pour SYRIZA, et s'est appuyé sur les secteurs les plus arriérés pour gagner les élections. SYRIZA a continué à se concentrer sur la voie électorale et les institutions bourgeoises, en comptant sur l'usure du nouveau gouvernement, dans l'attente de nouvelles élections.

La lutte contre le fascisme

La semaine dernière, des pêcheurs égyptiens vivant dans la région du Pirée ont été brutalement attaqués pendant qu'ils dormaient. Des hommes armés de gourdins ont battu les travailleurs après avoir jeté une bombe de gaz dans la demeure, et plusieurs ont été hospitalisés. D'autre part, le représentant de la communauté afghane a dénoncé que l'année dernière, 21

travailleurs ont été assassinés et 42 gravement blessés.

Ces actions ont été soutenues et revendiquées par *Aurore Dorée* qui, avec 6,9 % des voix dans les élections, n'a plus rien d'une fiction et est devenu la première organisation fasciste avec poids de masse depuis la Seconde Guerre mondiale. Voilà un des événements politiques les plus importants de ces élections.

Ce groupe de bandits utilise des méthodes de guerre civile contre un secteur du prolétariat grec, les immigrants qu'il accuse d'être responsable du chômage de 23 %. Et il maintient un discours lâche, face à la bourgeoisie grecque qui est complice de l'impérialisme dans l'application des plans de la faim.

Mais une partie de son discours parle de rupture avec l'euro et l'UE, et la presse, en essayant de le disqualifier, ouvre ainsi à ces assassins un espace politique élargi, un espace parmi des travailleurs désespérés face à la crise, qui ne trouvent pas de réponse internationaliste de rupture avec l'UE, avec expropriation des entreprises et des banques impérialistes et un appel à la solidarité des travailleurs de l'Europe.

Il faut absolument constituer des organismes d'autodéfense des immigrants, appuyés et soutenus par les organisations de gauche, par les syndicats. Il faut construire les moyens de lutter contre cette organisation qui, si elle n'est pas combattue maintenant, attaquera demain la majorité des travailleurs et leurs organisations.

Une réponse anticapitaliste et internationaliste

La réponse de la plupart de la gauche européenne au problème de la rupture avec l'UE et l'euro est que nous ne pouvons pas nous assimiler au discours nationaliste. Dans le cas de la Grèce, être internationaliste équivaldrait alors à accepter la tutelle du pays par l'impérialisme allemand et français, qui contrôle la plupart des institutions de l'UE. Cela dérouté les travailleurs parce que l'internationalisme dont ils ont besoin n'a rien à voir avec l'UE et ses institutions.

L'UE et l'euro ne représentent aucune unité pour les peuples de l'Europe. Ils sont une machine de guerre qui sert à préserver le cœur de l'industrie et de la finance européenne – la

France et l'Allemagne – en noyant dans la misère les pays de la périphérie européenne. L'UE est l'Europe des banquiers et des capitalistes, des riches.

Toute mesure qui porte atteinte aux intérêts réels de la bourgeoisie grecque, porte atteinte aux intérêts du capital impérialiste qui domine l'économie grecque. La présence de la Grèce dans l'euro n'a d'intérêt que pour la bourgeoisie grecque et ses affaires. Le prix que la majorité du peuple grec devra payer pour que sa bourgeoisie continue à être le partenaire secondaire et subordonnée du grand capital européen, sera l'approfondissement de la pauvreté.

Aucun des problèmes fondamentaux qui accablent le peuple grec n'a été résolu dans ces élections. La tendance de la situation est l'aggravation de la crise en Grèce, dans le cadre de la crise capitaliste en Europe. Dans l'état actuel, la Troïka dit qu'il faudra un troisième sauvetage en 2014 de 50 milliards d'euros. L'impérialisme lui-même prévoit que, si le Mémoire est respecté à la lettre – avec davantage de privatisations, avec l'augmentation de l'exploitation des travailleurs à une échelle brutale pour que les entreprises paient aux banques, avec l'augmentation des recettes fiscales de l'Etat moyennant le licenciement de 150 000 fonctionnaires et l'augmentation des impôts – la dette atteindrait 178 % du PIB à la fin de 2015.

Dans ce contexte, la politique impérialiste n'est autre que le pillage du pays, complètement immergé dans une profonde dépression économique, elle n'est autre que les privatisations, les licenciements, l'exploitation. Et l'avenir, après tout ce massacre, dépendra de l'évolution de la crise dans l'ensemble de l'Europe et de la résistance du prolétariat grec au plan génocidaire.

Face à cela, il n'y a aucun avenir pour les travailleurs dans l'euro. La rupture avec l'euro est à l'ordre du jour, face à la nécessité d'attaquer la propriété privée de l'impérialisme et de la bourgeoisie grecque, cette dernière étant la seule ayant intérêt à rester dans l'euro pour servir comme laquais de l'impérialisme européen dans la région.

¹ Agence Reuters, *Athenas News*, 18.06.2012

UNE DISPARITION INQUIETANTE

La disparition en Equateur de Carolina Garzón, une militante du Parti Socialiste des Travailleurs (Colombie), a donné lieu à une intense mobilisation, dans le pays comme à l'étranger, avec comme premier résultat une prise en charge de la recherche, de la part des deux gouvernements. Le gouvernement de l'Equateur a maintenant annoncé une récompense de 5 000 à 20 000 dollars pour toute information utile à ce sujet.

Même si le cas présent est lointain depuis la Belgique, il est l'occasion d'insister sur l'importance de la défense des combattants et de nos camarades lorsqu'ils sont en danger.

Voici une évocation émouvante du drame, publiée le 24 juin 2012 dans le quotidien *El Espectador* de Colombie, sous la plume de Lisandro Duque Naranjo.



Carolina Garzón s'est rendue à Quito

Je ne connais pas personnellement Stephani Garzón Carolina Ardila, mais sa biographie, trop riche si l'on considère qu'elle n'a vécu que 22 ans, m'a fait ressentir beaucoup d'intérêt et d'affection pour elle. A travers la manière d'être de cette jeune femme se retrouvent les désirs des socialistes traditionnels, l'atmosphère familiale dans laquelle elle a grandi, une insouciance aventurière très marquée par sa propre personnalité.

Quand Carolina, à ses 17 ans, étudiait à l'école secondaire de Venecia, elle a dirigé les mobilisations contre les coupes dans le budget de l'éducation et elle a participé aux occupations pacifiques de 100 écoles pendant une semaine. A cette occasion, elle a suivi scrupuleusement les mots d'ordre imposés par le collectif, mais à côté, elle a flirté avec un mouvement de jeunes appelé *Unidos pa' no estar jodidos* (UPJ – Unis pour ne pas être baisés).

Ayant obtenu son diplôme d'enseignement secondaire, elle est entrée au Service National d'Apprentissage (SENA) pour étudier la sérigraphie et s'y est fait remarquer dans la création du Comité des étudiants du SENA (Coes), une organisation engagée dans le projet d'établir une « université pour les pauvres ». Constatant que ce n'était pas la meilleure perspective de vie, elle a fondé, juste avant d'atteindre sa majorité, le Syndicat étudiant (SIES) en vue d'ouvrir dans cet institut officiel des voies romantiques vers le

prolétariat. Puis elle s'est inscrite à l'Université du district pour étudier l'art, et en parallèle, elle faisait du théâtre avec le groupe *Femmes en Scène*, sous la direction de Patricia Ariza.

On se demande quand elle trouve le temps de dormir. Le fait est que Carolina, à l'aube de ses 22 ans, a trouvé le temps, en plus de toutes ses expériences, de militer au sein du Parti Socialiste des Travailleurs (PST), de lire Trotsky, bien sûr, d'écrire des articles pour le journal du campus *El Macarenazo*, d'être un cadre de première ligne au sein de la *Mesa Amplia Nacional Estudiantil* (MANE – Bureau national étudiant élargie) qui a remporté récemment une lutte contre le gouvernement à travers des marches massives, et de créer de l'artisanat au shakira et macramé, afin de gagner quelques pesos.

Avec l'argent économisé dans cette activité, elle s'est offert un voyage par voie terrestre à Quito, ville où elle s'est rendue à partir du terminal de bus dans la nuit du 18 mars. Dans la capitale de l'Equateur, elle a loué une chambre dans l'appartement de quelques amis colombiens, dans un quartier populaire. Elle payait consciencieusement le loyer, moyennant la confection de pralines et de bracelets, et c'est dans ce havre de paix qu'elle a vécu jusqu'à ce 28 avril, jour où elle a disparu, laissant son passeport, des vêtements et un portefeuille avec 200 dollars et 56 milles pesos. Puis, plus rien jusqu'à ce jour.

Son père, Walter, et une tante sont maintenant à Quito, remuant ciel et terre. Mais rien. Ici à Bogota, le PST et l'ASPU (le syndicat des enseignants universitaires) ont déjà manifesté à sept reprises devant l'ambassade équatorienne et le Ministère de Relations extérieures, exigeant que les autorités du pays voisin prennent au sérieux l'enquête sur le sort de Carolina, mais en vain.

Il faudra attendre, peut-être, que notre ambassadeur là-bas, Ricardo Lozano, fasse pression, comme c'est son devoir, pour retrouver cette jeune fille. On s'attend aussi à ce que notre procureur, Eduardo Montealegre, en visite auprès de son homologue en Equateur, vendredi dernier, ait inscrit cette question à l'ordre du jour et nous informe à ce sujet.

L'Equateur a été sans aucun doute un pays hospitalier pour les Colombiens, dont beaucoup y ont trouvé refuge en raison des persécutions subies de ce côté de la frontière. Que ce cas puisse attirer la même solidarité, d'autant plus que la personne disparue n'est pas arrivée là pour fuir de qui que ce soit.

Le discours officiel diplomatique entre les deux pays regorge d'allusions à la mise en œuvre « d'avantages bilatéraux dans le domaine de l'énergie ». Raison de plus pour que la recherche de Carolina fasse l'objet d'un traitement prioritaire, car il est difficile, de nos jours, de trouver plus d'énergie que la sienne.